

# Bulgarie : le Président critique l'action du gouvernement et réaffirme sa position sur l'Ukraine

## Description

Le 25 novembre 2025, le président Roumen Radev a évoqué lors d'une conférence de presse les dernières initiatives gouvernementales. Il a décrit le projet de budget 2026 porté par le cabinet Jeliazkov comme fruit d'un « *dialogue rompu, de l'opposition et de la fraude* ». Il a dit craindre qu'une partie de ses concitoyens ne manifeste prochainement leur désapprobation dans la rue. Selon lui, « *jamais auparavant un budget n'a été adopté sans concertation avec les employeurs, n'a suscité une telle opposition entre l'administration et les entreprises* » et « *n'a trompé aussi ouvertement, avec des recettes totalement irréalistes* ».

Évoquant la nationalisation de la raffinerie de Lukoil Neftohim, il a dit y voir une illustration de la gestion des affaires par ce qu'il nomme la « *coalition Magnitsky* » (l'alliance de Boyko Borissov avec le sulfureux Delyan Peevski), précisant que « *durant tout le mandat de B. Borissov, Lukoil n'a pas payé un seul lev d'impôt sur les sociétés* ». En revanche, sous le cabinet de Galab Donev, nommé et soutenu par R. Radev, « *Lukoil a versé pour la première fois 214 millions de levs [près de 109,4 M€] d'impôts sur les sociétés, car le gouvernement en place l'exigeait* ».

Connu pour son positionnement favorable au Kremlin, R. Radev a réaffirmé sa position sur la guerre d'invasion de l'Ukraine, critiquant sans les nommer certains politiciens bulgares prêts à changer facilement de camp : ceux qui « jusqu'à hier, embrassaient le drapeau ukrainien, aujourd'hui le brandissent, puis le rejettent » - un comportement qu'il qualifie de « *regrettable* » à bien des égards. « *La coalition Magnitsky est un gouvernement de plus qui pille les caisses des Bulgares et inonde l'Ukraine d'argent public, alors que ses lignes de défense s'effondrent et que des scandales de corruption font rage à Kiev* », a-t-il poursuivi. Dans ce contexte, « *la mise en œuvre d'un plan rationnel pour une paix rapide par le président Trump* » lui apparaît comme la meilleure solution, alors « *que la situation sur le terrain évolue défavorablement pour l'Ukraine* ». Reprenant les arguments du Kremlin, le chef de l'État a achevé son propos en critiquant le positionnement de Bruxelles qui « *insisterait pour jouer un rôle* » dans les négociations et ferait part d'exigences de nature à compromettre le plan de paix et de favoriser la poursuite de la guerre, avec ces nombreuses victimes.

**Sources :** Mediapool, BNR.

**date créée**

08/12/2025

**Champs de Méta**

**Auteur-article :** Stéphan Altasserre